

Interview de Sylvie Goulard dans le quotidien « 20 minutes », Paris, 12 juin 2008

« Obliger chaque pays à clarifier son rapport à l'Europe »

Sylvie Goulard, Chercheuse au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri-Sciences-Po)*

Le « non » peut-il passer ?

Oui, malheureusement, parce qu'on recommence les mêmes erreurs qu'en 2005 : un pays est consulté de manière indépendante du reste de l'Europe. On assiste donc à un défolement collectif, une addition de mécontentements et de chantages politiques...

Quelles conséquences cela peut-il avoir pour l'UE ?

Il peut y avoir un « effet domino » : d'autres pays, comme la Grande-Bretagne, pourraient freiner... Juridiquement, cela crée une difficulté, car il faut respecter la voix d'un peuple, mais il faut aussi souligner que les Irlandais ne sont que 4,2 millions alors que la moitié des Européens ont ratifié ce traité... Le fait qu'une minorité puisse paralyser une majorité est très choquant, d'autant que l'Irlande, comme la France, a profité de l'Europe. Un « non » devrait entraîner des sanctions, comme un retrait de l'Union.

Quelles solutions préconisez-vous ?

Il faut arrêter le catastrophisme, ce n'est pas la fin de l'Europe ! Il ne faut surtout pas que des problèmes internes bloquent des décisions importantes, comme sur le réchauffement climatique. Un « non » irlandais risque de compliquer la présidence française, mais aurait plusieurs aspects positifs : faire apparaître que les petits arrangements - le traité de Lisbonne a été fait de manière encore moins démocratique que le traité constitutionnel (2005) - ne tiennent pas et obliger chaque pays à clarifier son rapport à l'Europe. Si les gouvernements sont responsables, ils se souviendront que l'UE leur a apporté soixante années de paix et de prospérité...

**Auteur de *Il faut cultiver notre jardin européen* (éd. Seuil)*

Recueilli par Camille Raynaud de Lage
©2008 20 minutes